



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Unité interdépartementale de Vaucluse - Arles

Avignon, le 12/05/2025

Affaire suivie par : Sabrina GUILLEVIC

Tél. : 04.88.49.00.06

Courriels : sabrina.guillevic@developpement-durable.gouv.fr

N°GUN: 64.000451

Réf. : D-00287-2025

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société GBFOODS PRODUCTION FRANCE au Pontet.
Rapport proposant une mise à jour des prescriptions préfectorales.

Référence : [1] Arrêté préfectoral du 28/02/2017 modifié.
[2] Rapport de l'Inspection des installations classées du 03/08/2023 (réexamen IED).
[3] Rapport de l'Inspection des installations classées du 23/04/2024 (visite d'inspection du 25/04/2024).
[4] Rapport de l'Inspection des installations classées du 12/05/2025 (visite d'inspection du 20/03/2025).

Rapport de l'inspection des installations classées

1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

La société GBFOODS PRODUCTION FRANCE, située sur la commune du Pontet (84), a pour activité la fabrication de potages sous conditionnement aseptique (sous la marque LIEBIG par exemple) et le conditionnement de soupes déshydratées (sous la marque ROYCO par exemple). Le site est autorisé au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sous couvert de l'arrêté préfectoral du 28/02/2017, modifié.

Renseignements généraux :

Raison sociale : GBFOODS PRODUCTION FRANCE

Adresse du site
et siège social : 1420, route de Carpentras – 84130 LE PONTET

N° de SIRET : 810 874 347 00018

Installations classées :

3642-3-b – Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières végétales et animales, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : **autorisation**;

4130-2a – Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.
Substances et mélanges liquides : **autorisation** ;

2921-1a – Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : **enregistrement**

1185-2a – Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés : **déclaration** ;

1510-2c – Entrepôts couverts : **déclaration** ;

1530-2 – Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés : **déclaration**

2910-A2 – Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 : **déclaration** ;

2925-1 – Ateliers de charge d'accumulateurs électriques : **déclaration** ;

2. OBJET DU RAPPORT

L'Inspection des installations classées propose une mise à jour des prescriptions préfectorales réglementant les activités ICPE de la société GBFOODS, afin de tenir compte :

- du changement de régime (passage de l'autorisation à la déclaration) de l'installation de combustion, classée sous la rubrique 2910-A ; ce changement de régime a été acté dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/12/2020, mais les prescriptions préfectorales relatives au fonctionnement de l'installation (notamment valeurs limites d'émissions et autosurveillance) n'ont pas été mises à jour ;
- de la réglementation des émissions de polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes (cf. réf [4]),
- de la quantité cumulée de fluides frigorigènes présentes dans les équipements de refroidissement, relevant de la rubrique ICPE 1185-2 (cf. réf [3]),
- des fréquences de mesures et des valeurs limites applicables aux rejets aqueux dans le milieu naturel, sur la base des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), actées par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (cf. réf [2]).

4. MODIFICATIONS PROPOSÉES DANS L'AP DU 28/02/2017 MODIFIÉ

4.1. Installation de combustion (relevant de la rubrique 2910-A2)

Les modifications proposées font suite à la visite d'inspection du 20/03/2025 (cf. rapport de l'Inspection réf. [4]). Cette dernière a montré la nécessité de mettre à jour les prescriptions préfectorales relatives aux valeurs limites d'émission dans l'air et aux modalités d'autosurveillance des rejets atmosphériques des chaudières et de la cogénération.

D'autre part, l'exploitant n'est pas autorisé à exploiter simultanément l'ensemble des équipements de combustion. Peuvent fonctionner simultanément, les équipements suivants :

Chaudière gaz n°1 +
Chaudière gaz n°2

ou

Chaudière gaz n°1 +
Chaudière gaz n°3

ou

Chaudière gaz n°2 +
Chaudière gaz n°3

ou

Chaudière gaz n°1 +
Cogénération gaz
ou
Chaudière gaz n°2 +
Cogénération gaz
ou
Chaudière gaz n°3 +
Cogénération gaz

La vapeur produite par les équipements précédents vient en appoint de la vapeur issue du réseau « chaleur verte » entre l'UVE de Vedène et l'usine GBFOODS. De récentes avaries sur le vaporisateur de l'usine GBFOODS, conduisant à l'indisponibilité de la vapeur issue du réseau « vapeur verte », ont montré que les équipements de combustion précédents, pouvant fonctionner en simultané, sont insuffisants pour fournir la vapeur nécessaire au process de fabrication.

Pour cette raison, l'Inspection propose, en cas d'indisponibilité de la vapeur issue de l'installation de l'UVE de Vedène, que deux chaudières et la cogénération gaz puissent fonctionner simultanément, sous réserve que l'exploitant mette en œuvre les mesures techniques adéquates (bridage), afin de garantir que la puissance thermique totale des installations en fonctionnement soit strictement inférieure à 20 MW (seuil de l'autorisation).

Propositions de l'IIC :

- *modification de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé, afin de mettre à jour la rubrique 2910-A2 dans le tableau de nomenclature, suite à la dépose (avril 2024) de la housseuse (P = 0,56 MW) ;*
- *modification de l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé, afin d'acter les dernières modifications réalisées sur les chaudières 2 et 3 (changement de brûleur) ;*
- *modification de l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé, en ce qui concerne les valeurs limites d'émission dans l'air des rejets canalisés des chaudières (conduits 1, 2 et 3) et de la cogénération (conduit n°4) ;*
- *modification de l'article 10.2.1.1. de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé, en ce qui concerne les fréquences de contrôle des rejets canalisés des chaudières (conduits 1, 2 et 3) et de la cogénération (conduit n°4) ;*
- *modification de l'article 9.1.1. de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé, actant les conditions de fonctionnement des différents équipements de combustion.*

4.2. Autres rejets canalisés dans l'air (distincts des installations de combustion)

L'Inspection propose de réviser la fréquence des contrôles des rejets canalisés, notés 5, 6 et 7 dans l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017. Ces rejets concernent des dépoussiéreurs ou des hottes d'aspiration. La fréquence des contrôles est actuellement triennale. Conformément aux dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de

toute nature des ICPE soumises à autorisation, l'Inspection propose de passer à une fréquence annuelle.

Proposition de l'IIC : modification de l'article 10.2.1.1. de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé, en ce qui concerne les fréquences de contrôles des conduits 5, 6 et 7.

4.3. Fluides frigorigènes (relevant de la rubrique 1185-2a)

La modification proposée fait suite à la visite d'inspection du 23/04/2024 (cf. rapport de l'Inspection réf. [3]). L'Inspection a constaté que la quantité de fluide relevant de la rubrique 1185-2 est légèrement inférieure à celle actée dans le dernier tableau de nomenclature ICPE en vigueur. Le régime de classement demeure inchangé (déclaration).

Proposition de l'IIC : mise à jour de la rubrique 1185-2a dans le tableau de nomenclature présenté à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé

4.4. Rejet aqueux en sortie de STEP

Les modifications proposées font suite à l'instruction du dossier de réexamen déposé par l'exploitant le 11/05/2021 (cf. rapport de l'Inspection réf. [5]). Conformément aux dispositions de l'article 7.2. de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710, les VLE en azote et en phosphore, pour le rejet de la STEP ont été revues à la baisse, et les fréquences de mesures de ces paramètres ont été augmentées.


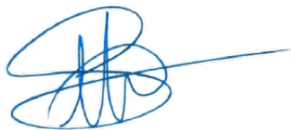
Propositions de l'IIC :

- *modification de l'article 4.4.9.1. de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé, en ce qui concerne les VLE azote et phosphore pour le rejet de la STEP ;*
- *modification de l'article 10.2.3.1. de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé, en ce qui concerne les fréquences des mesures de l'azote et du phosphore dans le rejet de la STEP.*

5. CONCLUSIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'Inspection des installations classées propose à la signature de M. Le Préfet le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en pièce jointe, actant les modifications décrites dans le paragraphe 4 ci-dessus.

Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire ne requiert pas la consultation du CODERST.

Rédacteur	Vérificateur et Approbateur
	
L'inspectrice de l'environnement Sabrina GUILLEVIC	Pour le directeur et par délégation, l'adjoint au responsable de l'UiD de Vaucluse-Arles Olivier SUJOL